

**No. 56939\***

---

**Spain  
and  
International Olive Council**

**Headquarters Agreement between the Kingdom of Spain and the International Olive Council. Madrid, 20 November 2007**

**Entry into force:** *26 January 2009 by notification, in accordance with article 23(2) and provisionally on 20 November 2007 by signature, in accordance with article 23(1)*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Spain, 19 October 2021*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**Espagne  
et  
Conseil oléicole international**

**Accord de siège entre le Royaume d'Espagne et le Conseil oléicole international. Madrid, 20 novembre 2007**

**Entrée en vigueur :** *26 janvier 2009 par notification, conformément au paragraphe 2 de l'article 23 et provisoirement le 20 novembre 2007 par signature, conformément au paragraphe 1 de l'article 23*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** *Espagne, 19 octobre 2021*

*\*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

*ACCORD DE SIÈGE ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE  
ET LE CONSEIL OLÉICOLE INTERNATIONAL  
fait le 20 novembre 2007*

S O M M A I R E

Article premier	- Personnalité juridique
Article 2	- Siège du Conseil
Article 3	- Inviolabilité
Article 4	- Communications
Article 5	- Immunité de juridiction et d'exécution
Article 6	- Exemptions fiscales accordées au Conseil
Article 7	- Liberté en matière d'opérations de change et de devises
Article 8	- Utilisation des services publics
Article 9	- Liberté d'accès et de séjour
Article 10	- Statut des représentants des Membres du Conseil
Article 11	- Statut du Directeur exécutif et des fonctionnaires du Conseil
Article 12	- Exemption d'impôts sur les traitements des fonctionnaires
Article 13	- But des privilèges et immunités
Article 14	- Immunités des experts
Article 15	- Coopération dans l'application de l'Accord
Article 16	- Cartes d'identité
Article 17	- Non-responsabilité de l'Espagne
Article 18	- Règlement des conflits
Article 19	- Règlement des différends
Article 20	- Durée de l'Accord
Article 21	- Amendement de l'Accord
Article 22	- Dénonciation
Article 23	- Entrée en vigueur

ACCORD DE SIÈGE ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE  
ET LE CONSEIL OLÉICOLE INTERNATIONAL

Le Royaume d'Espagne et

Le Conseil Oléicole International,

Disposés à assurer un nouveau cadre juridique pour la régulation des droits, immunités et privilèges du Conseil Oléicole International et de ses fonctionnaires, conformément aux dispositions visées à l'article 5 de l'Accord International sur l'Huile d'Olive et les Olives de Table fait à Genève le 29 avril 2005 dans le cadre de la Conférence des Nations Unies tenue à Genève entre le 25 et le 29 avril 2005 pour la négociation de l'Accord International sur l'Huile d'Olive et les Olives de Table,

Tenant compte de l'article 3 dudit Accord, aux termes duquel le Conseil Oléicole International a son siège à Madrid,

Convenant de la nécessité d'une mise à jour de l'Accord de Siège entre les deux Parties actuellement en vigueur, fait à Madrid le 13 juillet 1989,

Ont décidé de conclure un nouvel Accord de Siège et, à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

*Personnalité juridique*

Le Conseil Oléicole International (ci-après dénommé « le Conseil ») a la personnalité juridique. Il peut en particulier conclure des contrats, acquérir et céder des biens meubles et immeubles et ester en justice devant les Tribunaux espagnols.

ARTICLE 2

*Siège du Conseil*

Le Royaume d'Espagne s'engage à mettre à la disposition du Conseil les locaux nécessaires pour lui permettre d'exercer ses fonctions. Il s'engage également à prendre les mesures nécessaires pour que le Conseil ait la jouissance des bâtiments constituant son siège.

Le siège du Conseil se trouve actuellement Calle Principe de Vergara n° 154, 28002 Madrid. Le Conseil tiendra le Royaume d'Espagne informé de la situation et des caractéristiques des locaux qui constituent son siège.

L'exécution des dispositions de cet article fera l'objet des Accords complémentaires que les deux Parties estiment opportun de conclure.

### ARTICLE 3

#### *Inviolabilité*

1. Les locaux du siège du Conseil, quel qu'en soit le propriétaire, sont inviolables. Nul agent des autorités espagnoles ne peut y pénétrer sans le consentement du Directeur Exécutif du Conseil ou de la personne qui le représente.
2. Les archives du Conseil, sa correspondance officielle et, en général, tous les documents lui appartenant ou se trouvant en sa possession, destinés à son usage officiel, sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.
3. Les biens et avoirs du Conseil en Espagne sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation et de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.
4. Le Conseil est chargé d'assurer la surveillance des locaux du siège et d'y maintenir l'ordre. Le Royaume d'Espagne prend les mesures appropriées en vue d'assurer la protection du siège.

### ARTICLE 4

#### *Communications*

Le Conseil a le droit d'employer des codes, ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises qui jouissent des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques. En cas de soupçon grave et fondé, les autorités espagnoles peuvent, en présence d'un représentant autorisé par le Directeur Exécutif du Conseil, vérifier si lesdites valises contiennent effectivement de la correspondance officielle uniquement.

### ARTICLE 5

#### *Immunité de juridiction et d'exécution*

1. Le Conseil jouit de l'immunité de toute juridiction pénale, civile et administrative, sauf dans la mesure où le Directeur Exécutif du Conseil ou la personne qui le représente y aurait expressément renoncé, et également sauf en ce qui concerne les actions civiles engagées par des tiers contre le Conseil en raison de dommages et préjudices consécutifs à des accidents occasionnés par une voiture autorisée appartenant au Conseil ou conduite par un de ses fonctionnaires.
2. L'insertion dans un contrat auquel le Conseil est partie d'une clause de juridiction devant un tribunal ordinaire espagnol, constitue une renonciation formelle à l'immunité. Toutefois, à moins de clause expresse contraire, une telle renonciation ne s'étend pas aux mesures d'exécution.
3. La mise en œuvre, par le Conseil, de poursuites judiciaires, implique sa renonciation à l'immunité de juridiction dans l'hypothèse d'une demande reconventionnelle.

## ARTICLE 6

### *Exemptions fiscales accordées au Conseil*

1. Le Conseil est exempté de tous les impôts et taxes de caractère national, régional et municipal, frappant les locaux du siège qu'il occupe à n'importe quel titre, à l'exception de ceux constituant le paiement de services rendus. L'exemption fiscale ci-avant n'est pas applicable aux impôts et taxes qui, aux termes des dispositions légales espagnoles, sont à la charge du particulier qui passe un contrat avec le Conseil.
2. De même, le Conseil est exempté, dans le cadre de ses activités officielles qui constituent son objet et but spécifique, de tous les impôts frappant directement les recettes et revenus obtenus ou ses autres biens.
3. Quant à l'importation ou à l'exportation des biens qui sont introduits dans le territoire espagnol ou en sont exportés, il est fait application des dispositions en vigueur applicables aux Missions diplomatiques.
4. Quant à l'exemption de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, il est fait application au Conseil des dispositions visées à l'Article 22, paragraphes 8 et 9 de la Loi 37/1992 du 28 décembre relative à la Taxe sur la Valeur Ajoutée, et à ses modalités d'exécution énoncées dans le Décret Royal 3485/2000 du 29 décembre relatif aux franchises et exemptions en régime diplomatique, consulaire et applicables aux organismes internationaux, et portant amendement au Règlement général sur les Véhicules approuvé par le Décret Royal 2822/1998 du 23 décembre. Ces dispositions internes s'appliquent avec les éventuelles modifications dont elles peuvent faire l'objet.

## ARTICLE 7

### *Liberté en matière d'opérations de change et de devises*

1. Le Conseil peut recevoir et détenir des fonds et des devises de toute nature et avoir des comptes dans n'importe quelle monnaie; il peut transférer librement les fonds et devises dont il dispose en territoire espagnol vers un autre pays et vice-versa.
2. Les autorités espagnoles compétentes prêtent leur assistance et leur appui au Conseil dans ses opérations de change et de transfert.

## ARTICLE 8

### *Utilisation des services publics*

Le Royaume d'Espagne accorde au Conseil pour ses communications postales, téléphoniques, télégraphiques, radiotélégraphiques et pour l'utilisation de tout autre service public un traitement analogue au traitement accordé par lui aux Missions diplomatiques accréditées en Espagne, en matière de priorité, tarifs, taxes et autres aspects.

## ARTICLE 9

### *Liberté d'accès et de séjour*

1. Le Royaume d'Espagne prend les mesures appropriées pour faciliter l'entrée, le départ et le séjour sur son territoire des personnes appartenant aux catégories suivantes, quelle que soit leur nationalité :
  - a) Représentants des Membres du Conseil.
  - b) Directeur Exécutif et fonctionnaires du Conseil.
  - c) Conjoints et enfants célibataires de moins de 23 ans qui vivent avec elles ou qui sont à leur charge et qui n'exercent aucune activité lucrative et, exceptionnellement, d'autres membres de la famille des personnes visées aux alinéas précédents et qui vivent avec elles.
  - d) Toute personne qui, en raison de ses fonctions, doit avoir accès au siège du Conseil à titre officiel, sous réserve que le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération en ait été dûment informé.
2. Les visas nécessaires aux personnes mentionnées au présent article sont octroyés gratuitement et dans le délai le plus court possible.
3. Les personnes visées au présent article sont exemptées de toutes les formalités prescrites par les lois et règlements de l'État espagnol en matière d'enregistrement des étrangers, de permis de résidence et de permis de travail, pour autant qu'elles n'exercent en Espagne aucune autre activité lucrative ou professionnelle.

## ARTICLE 10

### *Statut des représentants des Membres du Conseil*

Les représentants des Membres du Conseil aux sessions, conférences ou réunions convoquées par le Conseil jouissent en Espagne, pendant l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités suivants :

- a) Inviolabilité de la personne, de la demeure et de tous les objets qui sont la propriété de l'intéressé.
- b) Immunité de juridiction en ce qui concerne leurs paroles, écrits et autres actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles.
- c) Facilités douanières pour leurs effets personnels et exemption du contrôle de leurs bagages personnels dans les mêmes conditions que celles accordées aux agents diplomatiques.
- d) Exemption des restrictions en matière d'immigration et de liberté des changes dans des conditions identiques à celles accordées aux agents diplomatiques.

ARTICLE 11

*Statut du Directeur Exécutif et des fonctionnaires du Conseil*

1. Le Directeur Exécutif du Conseil jouit des privilèges, immunités et prérogatives accordés aux Chefs de Mission diplomatique accrédités en Espagne.
2. Le haut fonctionnaire du Conseil qui, en raison de l'absence ou de l'empêchement du Directeur Exécutif du Conseil, agit au nom de celui-ci, jouit du même statut que le Directeur Exécutif du Conseil et bénéficie du même traitement que celui réservé aux Chargés d'Affaires par intérim des Missions diplomatiques accréditées en Espagne.
3. Le Directeur Exécutif du Conseil désigne les fonctionnaires qui, en raison de la responsabilité s'attachant aux fonctions qu'ils exercent, jouissent des privilèges, immunités et prérogatives accordés aux agents diplomatiques accrédités en Espagne. Le nombre de ces fonctionnaires qui est fixé à six, est révisé tous les deux ans par le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération et le Conseil.
4. Le Directeur Exécutif du Conseil désigne les fonctionnaires qui, en raison de leurs fonctions, jouissent des privilèges et immunités accordés au personnel administratif et de service des Missions diplomatiques accréditées en Espagne.
5. Les membres de la famille des personnes visées à cet article, conjoints ou enfants célibataires de moins de 23 ans qui vivent avec elles ou qui sont à leur charge et n'exerçant aucune activité lucrative, jouissent des mêmes privilèges et immunités que lesdites personnes.
6. Au cas où l'une des personnes visées à cet article est ressortissant espagnol ou résident permanent en Espagne, le Royaume d'Espagne n'est pas tenu de lui accorder des privilèges et immunités supérieurs à ceux établis dans cette éventualité à l'article 38 de la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques du 18 avril 1961.
7. Le Conseil notifie au Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération :
  - a) La nomination de ses fonctionnaires, leur arrivée et leur départ définitif d'Espagne et la cessation de leurs fonctions au sein du Conseil.
  - b) L'arrivée et le départ définitif de toute personne de la famille d'un fonctionnaire faisant partie de son ménage et, s'il y a lieu, le fait qu'une personne acquière ou perde la qualité de membre de la famille en question.

ARTICLE 12

*Exemption d'impôts sur les traitements des fonctionnaires*

Les fonctionnaires du Conseil jouissent des mêmes exemptions que celles qui sont applicables, dans les mêmes conditions, aux fonctionnaires des Communautés Européennes.

ARTICLE 13

*But des privilèges et immunités*

Les privilèges et immunités prévus aux articles 10 et 11 sont accordés à leurs bénéficiaires dans l'intérêt du Conseil et non pour leur assurer des avantages personnels.

Peuvent renoncer à ces privilèges et immunités : le Conseil, en ce qui concerne les représentants de ses Membres et leur famille, ainsi que le Directeur Exécutif du Conseil et les membres de sa famille ; et le Directeur Exécutif du Conseil en ce qui concerne les fonctionnaires du Conseil et leur famille.

ARTICLE 14

*Immunités des experts*

Les experts, autres que les personnes visées aux articles 10 et 11, lorsqu'ils exercent des fonctions auprès du Conseil ou qu'ils accomplissent des missions et des voyages officiels pour son compte, jouissent, dans la mesure où cela sera nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités précisés ci-après :

- a) Immunité d'arrestation et de saisie de leurs bagages personnels, sauf en cas de flagrant délit. En pareil cas, les autorités espagnoles informent immédiatement le Directeur Exécutif du Conseil de l'arrestation ou de la saisie des bagages.
- b) Immunité judiciaire en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leur mission officielle, qu'ils le soient verbalement ou par écrit. Les intéressés continuent à bénéficier de ladite immunité même s'ils cessent dans l'exercice de leurs fonctions.

Le Directeur Exécutif du Conseil peut renoncer à l'immunité accordée à un expert dans les cas où il estime que cette immunité doit être levée sans porter préjudice aux intérêts du Conseil.

ARTICLE 15

*Coopération dans l'application de l'Accord*

Le Conseil et les autorités espagnoles coopèrent constamment entre eux en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'application des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les immunités et facilités prévues dans le présent Accord.

ARTICLE 16

*Cartes d'identité*

À la demande du Directeur Exécutif du Conseil, les services correspondants du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération délivrent des cartes d'identité aux personnes visées à l'article 11 du présent Accord.



ARTICLE 17

*Non-responsabilité de l'Espagne*

L'Espagne n'encourt aucune responsabilité internationale du fait des activités du Conseil sur son territoire, ni par suite des actes ou omissions du Conseil ou de ceux de ses agents qui agiraient ou s'abstiendraient d'agir dans les limites de leurs fonctions.

ARTICLE 18

*Règlement des conflits*

Le Conseil, en accord avec le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération, prend des dispositions prévoyant des modes de règlement appropriés des conflits dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire du Conseil jouissant d'immunité du fait de sa situation officielle, si cette immunité n'a pas fait l'objet de renonciation par le Directeur Exécutif du Conseil, conformément aux dispositions de l'article 13.

Le Conseil reconnaît la compétence du Tribunal Administratif de l'OIT (TAOIT). Ce Tribunal est l'organe de juridiction compétent pour connaître les conflits entre l'Organisation et ses fonctionnaires.

ARTICLE 19

*Règlement des différends*

Tout différend au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent Accord ou de tout Accord additionnel qui pourrait être conclu, qui n'aurait pas été réglé par voie de négociation entre les deux Parties, est soumis, aux fins de règlement définitif, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, à un Tribunal composé de trois arbitres.

Les arbitres sont nommés : un par le Directeur Exécutif du Conseil, l'autre par le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération d'Espagne et le troisième par les deux autres arbitres. Dans l'hypothèse où l'une des Parties n'aurait pas procédé à la désignation d'un arbitre ou à défaut d'accord sur la désignation du troisième arbitre (dans le délai de trois mois à partir de la demande d'arbitrage), l'une ou l'autre des Parties peut demander au Président du Tribunal International de Justice de désigner le ou les arbitres nécessaires, selon le cas.

ARTICLE 20

*Durée de l'Accord*

Le présent Accord a la même durée que celle de l'Accord International sur l'Huile d'Olive et les Olives de Table, fait à Genève le 29 avril 2005. La renégociation dudit Accord fera l'objet de consultations entre l'Espagne et le Conseil, en vue de la renégociation ou de l'amendement, au cas où les deux Parties l'estiment nécessaire, du présent Accord.

ARTICLE 21

*Amendement de l'Accord*

1. Le présent Accord peut être amendé partiellement ou en entier à la suite de consultations engagées à la demande de l'Espagne ou du Conseil. Tout amendement doit être décidé d'un commun accord et entrera en vigueur selon les modalités visées à l'article 23.
2. Le Conseil et le Royaume d'Espagne peuvent conclure les Accords complémentaires qu'ils estiment nécessaires.

ARTICLE 22

*Dénonciation*

Le présent Accord peut être dénoncé par l'une des Parties et cessera en conséquence d'être en vigueur six mois après la date de la dénonciation.

ARTICLE 23

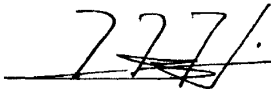
*Entrée en vigueur*

1. Le présent Accord sera provisoirement applicable à partir de sa signature, dans l'attente de sa ratification par l'Espagne et de son approbation par le Conseil.
2. Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif à la date à laquelle aura lieu l'échange des instruments faisant foi de l'accomplissement des procédures prévues au paragraphe précédent.
3. L'Accord de siège entre le Royaume d'Espagne et le Conseil Oléicole International fait à Madrid le 13 juillet 1989 prend fin avec l'entrée en vigueur du présent Accord.

Fait et signé à Madrid, le 20 novembre 2007, en double exemplaire, en langue espagnole et en langue française qui font également foi.

Pour le Royaume d'Espagne,

le Ministre des Affaires Etrangères  
et de la Coopération



Miguel Angel Moratinos Cuyaubé

Pour le Conseil Oléicole International,

le Directeur Exécutif



Habib Essid

[ SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL ]

*ACUERDO DE SEDE ENTRE EL REINO DE ESPAÑA  
Y EL CONSEJO OLEÍCOLA INTERNACIONAL  
hecho el 20 de noviembre de 2007*

ÍNDICE

- Artículo 1 Personalidad jurídica
- Artículo 2 Sede del Consejo
- Artículo 3 Inviolabilidades
- Artículo 4 Comunicaciones
- Artículo 5 Inmunidad de jurisdicción y de ejecución
- Artículo 6 Exenciones fiscales al Consejo
- Artículo 7 Libertad de cambio y divisas
- Artículo 8 Uso de servicios públicos
- Artículo 9 Libertad de acceso y estancia
- Artículo 10 Estatuto de los representantes de los Miembros del Consejo
- Artículo 11 Estatuto del Director Ejecutivo y de los funcionarios del Consejo
- Artículo 12 Exención de impuestos sobre los sueldos de los funcionarios
- Artículo 13 Finalidad de los privilegios e inmunidades
- Artículo 14 Inmunidades de los expertos
- Artículo 15 Cooperación en la aplicación del Acuerdo
- Artículo 16 Tarjetas de identidad
- Artículo 17 Exoneración de responsabilidad para España
- Artículo 18 Solución de conflictos
- Artículo 19 Solución de controversias
- Artículo 20 Duración del Acuerdo
- Artículo 21 Enmienda del Acuerdo
- Artículo 22 Denuncia
- Artículo 23 Entrada en vigor

ACUERDO DE SEDE ENTRE EL REINO DE ESPAÑA  
Y EL CONSEJO OLEÍCOLA INTERNACIONAL

El Reino de España y

El Consejo Oleícola Internacional,

Dispuestos a proveer un nuevo marco jurídico para la regulación de los derechos, inmunidades y privilegios del Consejo Oleícola internacional y de sus funcionarios conforme a lo dispuesto en el artículo 5 del Convenio Internacional del Aceite de Oliva y de las Aceitunas de Mesa, hecho en Ginebra el 29 de abril de 2005, en el marco de la Conferencia de las Naciones Unidas celebrada en Ginebra entre los días 25 y 29 de abril de 2005 para la Negociación del Convenio Internacional del Aceite de Oliva y de las Aceitunas de Mesa.

Teniendo en cuenta el artículo 3 de dicho Convenio, que establece que el Consejo Oleícola Internacional tendrá su sede en Madrid,

Teniendo en cuenta la necesidad de actualizar el vigente Acuerdo de Sede entre ambas Partes, hecho en Madrid el 13 de julio de 1989.

Han decidido concluir un nuevo Acuerdo de Sede y a estos efectos han acordado lo siguiente:

ARTÍCULO 1

*Personalidad jurídica*

El Consejo Oleícola Internacional (en adelante denominado “el Consejo”), tendrá personalidad jurídica. En particular tendrá capacidad para contratar, para adquirir y enajenar bienes muebles e inmuebles y para litigar ante los Tribunales españoles

ARTICULO 2

*Sede del Consejo*

El Reino de España se compromete a poner a disposición del Consejo los locales necesarios para que éste pueda ejercer sus funciones. Se compromete asimismo a tomar las medidas necesarias para permitir al Consejo la utilización de los edificios que integren su Sede.

La Sede del Consejo se encuentra actualmente en la Calle Príncipe de Vergara nº 154, 28002 Madrid. El Consejo mantendrá informado al Reino de España de la situación y características de los locales que compongan su Sede.

El desarrollo de este artículo será objeto de los acuerdos complementarios que ambas Partes estimen oportuno concluir.

### ARTICULO 3

#### *Inviolabilidad*

1. Los locales de la Sede del Consejo son inviolables cualquiera que sea el propietario de los mismos. Ningún agente de las autoridades españolas podrá entrar en ellos sin consentimiento del Director Ejecutivo del Consejo o de la persona que lo represente.
2. Los archivos del Consejo, su correspondencia oficial y, en general, todos los documentos que le pertenezcan u obren en su poder y estén destinados a su uso oficial, serán inviolables dondequiera que se encuentren.
3. Los bienes y haberes del Consejo en España estarán exentos de todo género de registro, requisa, confiscación, expropiación y de cualquier otra medida coactiva de carácter ejecutivo, administrativo, judicial o legislativo.
4. El Consejo se encargara de la vigilancia de los locales de la sede y de mantener el orden dentro de ella. El Reino de España adoptará todas las medidas adecuadas para garantizar la protección de la Sede.

### ARTICULO 4

#### *Comunicaciones*

El Consejo podrá usar claves y podrá, asimismo, enviar y recibir correspondencia por correo o valijas que gozaran de los mismos privilegios e inmunidades que los otorgados a los correos y valijas diplomáticos. Caso de sospecha grave y fundada, las autoridades españolas podrán, en presencia de un representante autorizado por el Director Ejecutivo del Consejo, verificar si efectivamente esas valijas contienen solamente correspondencia oficial.

### ARTICULO 5

#### *Inmunidad de jurisdicción y de ejecución*

1. El Consejo gozará de inmunidad de toda jurisdicción penal, civil y administrativa, excepto en la medida en que el Director Ejecutivo del Consejo o la persona que lo represente haya renunciado expresamente a esta inmunidad y asimismo, excepto en lo que se refiere a acciones civiles iniciadas por terceros contra el Consejo por daños y perjuicios derivados de accidentes de vehículo autorizado perteneciente al Consejo o conducido por un funcionario del mismo.
2. La inclusión en un contrato en el que el Consejo sea Parte de una cláusula en la que se reconozca la jurisdicción de un tribunal ordinario español, constituirá una renuncia formal a la inmunidad. Sin embargo y salvo cláusula expresa en contrario, tal renuncia no se extiende a las medidas de ejecución.
3. La iniciación por el Consejo de un procedimiento judicial implicará su renuncia a la inmunidad de jurisdicción en el supuesto de una demanda reconvenzional.

## ARTICULO 6

### *Exenciones fiscales al Consejo*

1. El Consejo quedara exento de todos los impuestos y gravámenes nacionales, regionales y municipales, sobre los locales de la sede que ocupe a cualquier titulo, con excepción de aquellos que constituyan el pago de servicios prestados. La exención fiscal a que se refiere lo anterior no se aplicará a los impuestos y gravámenes que, conforme a las disposiciones legales españolas, estén a cargo del particular que contrate con el Consejo.
2. Asimismo, el Consejo estará exento, en el ámbito de sus actividades oficiales que constituyan su objeto y finalidad específica, de todos los impuestos que recaigan directamente sobre los ingresos y rentas obtenidas o sobre sus otros bienes.
3. En cuanto a la importación o exportación de los bienes que se importen a territorio español o se exporten del mismo, se aplicarán las disposiciones vigentes aplicables a las Misiones Diplomáticas.
4. En cuanto a la exención del impuesto sobre el Valor Añadido, se aplicarán al Consejo las disposiciones previstas en el artículo 22, apartados 8 y 9 de la Ley 37/1992 de 28 de diciembre del impuesto sobre el Valor Añadido, desarrollados por el Real Decreto 3485/2000 de 29 de diciembre, sobre franquicias y exenciones en régimen diplomático, consular y de organismos internacionales, y de modificación del Reglamento General de Vehículos, aprobado por Real Decreto 2822/1998 de 23 de diciembre. Tales disposiciones internas se aplicarán con las eventuales modificaciones de que puedan ser objeto.

## ARTICULO 7

### *Libertad de cambio y divisas*

1. El Consejo podrá recibir, poseer fondos y divisas de todas clases y tener cuentas en cualquier moneda; transferir libremente a otro país los fondos y divisas de que disponga en el territorio español y viceversa.
2. Las autoridades españolas competentes prestaran su ayuda y apoyo al Consejo para sus operaciones de cambio y transferencias.

## ARTICULO 8

### *Uso de servicios públicos*

El Reino de España concederá al Consejo, para sus comunicaciones postales, telefónicas, telegráficas, radiotelegráficas y para la utilización de cualquier otro servicio público, un trato de favor análogo al que se dispense a las Misiones diplomáticas acreditadas en España en materia de prioridad, tarifas, tasas y demás aspectos.

## ARTICULO 9

### *Libertad de acceso y estancia*

1. El Reino de España adoptará las medidas adecuadas para facilitar la entrada, salida y permanencia en el territorio nacional de las siguientes categorías de personas, cualquiera que fuese su nacionalidad:
  - a) representantes de los Miembros del Consejo.
  - b) Director Ejecutivo y funcionarios del Consejo.
  - c) cónyuges e hijos solteros menores de 23 años que convivan con ellas, o que estén a su cargo, y que no ejerzan actividad lucrativa alguna y, excepcionalmente, otros miembros de la familia de las personas a que se refieren los apartados anteriores que convivan con ellas.
  - d) cualquiera de las personas que, por razón de su función, deban tener acceso a la Sede del Consejo con carácter oficial, siempre que el Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación haya sido debidamente informado.
2. Los visados que necesiten las personas mencionadas en este artículo se concederán gratuitamente y en el menor plazo posible.
3. Las personas a las que se refiere este artículo estarán exentas de todas las formalidades prescritas por las leyes y reglamentos del estado español relativas a la inscripción de extranjeros, permiso de residencia y permiso de trabajo, siempre que no ejerzan en España ninguna otra actividad lucrativa o profesional.

## ARTICULO 10

### *Estatuto de los representantes de los Miembros del Consejo*

Los representantes de los Miembros del Consejo que asistan a las asambleas, conferencias o reuniones convocadas por éste disfrutarán en España, durante el ejercicio de sus funciones, de los siguientes privilegios e inmunidades:

- a) inviolabilidad personal, del lugar de residencia y de todos los objetos propiedad del interesado.
- b) inmunidad de jurisdicción respecto a sus palabras, escritos u otros actos llevados a cabo en el ejercicio de sus funciones oficiales.
- c) facilidades aduaneras para sus efectos personales y exención de la inspección de su equipaje personal en las mismas condiciones que las concedidas a los agentes diplomáticos.
- d) exención de restricciones en materia de inmigración y de libertad de cambio en condiciones idénticas a las concedidas a los agentes diplomáticos

ARTICULO 11

*Estatuto del Director Ejecutivo y de los funcionarios del Consejo*

1. El Director Ejecutivo del Consejo gozará de los privilegios, inmunidades y prerrogativas concedidos a los Jefes de Misión diplomática acreditados en España.
2. El alto funcionario del Consejo que actué en nombre del Director Ejecutivo por ausencia o impedimento de éste, gozará del mismo Estatuto que el Director Ejecutivo, y tendrá la misma consideración que los Encargados de Negocios “ad ínterin” de las Misiones Diplomáticas acreditadas en España.
3. El Director Ejecutivo del Consejo designará a los funcionarios que, en razón de la responsabilidad de las funciones que les correspondan, gozarán de los privilegios, inmunidades y prerrogativas concedidos a los agentes diplomáticos acreditados en España. El número de estos funcionarios, que se establece en seis, será revisado cada dos años por el Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación y el Consejo.
4. El Director Ejecutivo del Consejo designará a los funcionarios que, en razón de sus funciones, gozarán de los privilegios e inmunidades concedidos al personal administrativo y de servicio de las Misiones diplomáticas acreditadas en España.
5. Los familiares de las personas a las que se refiere este artículo, cónyuge e hijos solteros menores de 23 años que convivan con ellas, o que estén a su cargo, y que no ejerzan actividad lucrativa alguna, gozarán de los mismos privilegios e inmunidades que aquellas.
6. En el caso de que alguna de las personas a las que se refiere este artículo tuviera la nacionalidad española o fuera residente permanente en España, el Reino de España no estará obligado a concederle mas privilegios e inmunidades que los que establece para ese supuesto el artículo 38 de la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas de 18 de abril de 1961.
7. El Consejo notificará al Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación:
  - a) el nombramiento de sus funcionarios, su llegada y su salida definitiva de España y la terminación de sus funciones en el Consejo.
  - b) La llegada y la salida definitiva de toda persona perteneciente a la familia de un funcionario, que conviva con él, y, en su caso, el hecho de que una persona entre a formar parte o deje de ser miembro de esa familia.

ARTICULO 12

*Exención de impuestos sobre sueldos de los funcionarios*

Los funcionarios del Consejo gozan de las mismas exenciones que las que sean aplicables, en iguales condiciones, a los funcionarios de las Comunidades Europeas.



### ARTÍCULO 13

#### *Finalidad de los privilegios e inmunidades*

Los privilegios e inmunidades previstos en los artículos 10 y 11 se conceden a sus beneficiarios en interés del Consejo y no para garantizarles ventajas personales.

Podrán renunciar a estos privilegios e inmunidades: el Consejo, para los representantes de sus Miembros y sus familiares, así como el Director Ejecutivo y miembros de su familia, y el Director Ejecutivo, para los funcionarios del Consejo y para los familiares de éstos.

### ARTÍCULO 14

#### *Inmunidades de los expertos*

Aquellos expertos que no sean los designados en los artículos 10 y 11, cuando ejerzan sus funciones en el Consejo o lleven a cabo misiones y viajes oficiales por cuenta de éste, disfrutarán, en la medida en que les sean precisos para el ejercicio de dichas funciones, de los privilegios e inmunidades que a continuación se enumeran:

- a) inmunidad de detención o de embargo de sus equipajes personales, excepto si hubiera cometido delito flagrante. En este caso, las autoridades españolas informaran inmediatamente al Director Ejecutivo del Consejo de la detención o del embargo de equipajes.
- b) inmunidad judicial por los actos que hayan llevado a cabo en el ejercicio de su misión oficial, ya sean de palabra o por escrito. Los interesados continuarán beneficiándose de esta inmunidad aun cuando hayan cesado en el desempeño de sus funciones.

El Director Ejecutivo del Consejo podrá renunciar a la inmunidad concedida a un experto en los casos en que considere que debe hacerlo sin perjudicar los intereses del Consejo.

### ARTÍCULO 15

#### *Cooperación en la aplicación del Acuerdo*

El Consejo y las autoridades españolas cooperaran constantemente entre ellos para facilitar la debida administración de la justicia, garantizar la aplicación de los reglamentos de policía y evitar los abusos a que pudieran dar lugar las inmunidades y facilidades que se prevén en el presente Acuerdo.

## ARTICULO 16

### *Tarjetas de identidad*

Los servicios correspondientes del Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, a solicitud del Director Ejecutivo del Consejo, expedirán tarjetas de identidad a las personas a las que se hace referencia en el artículo 11 del presente Acuerdo.

## ARTICULO 17

### *Exoneración de responsabilidad para España*

España no incurrirá en responsabilidad internacional alguna con motivo de las actividades del Consejo en su territorio ni por acciones u omisiones del Consejo o de aquellos de sus agentes que actúen o dejen de hacerlo dentro de los límites de sus funciones.

## ARTICULO 18

### *Solución de conflictos*

El Consejo, de acuerdo con el Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, adoptará disposiciones que prevean la solución adecuada de los conflictos en que pudiera estar envuelto un funcionario del Consejo que, por su situación oficial, gozara de inmunidad, si ésta no ha sido objeto de renuncia por parte del Director Ejecutivo del Consejo, conforme a lo dispuesto en el artículo 13.

El Consejo tiene reconocida la competencia del Tribunal Administrativo de la OIT (TAOIT). Dicho Tribunal será el órgano jurisdiccional competente para conocer de los conflictos entre la Organización y sus funcionarios.

## ARTÍCULO 19

### *Solución de controversias*

Cualquier controversia relativa a la aplicación o interpretación del presente Acuerdo o de cualquier otro acuerdo adicional que pudiera estipularse, si no es resuelta por medio de negociación entre ambas Partes, será sometida para su solución definitiva, a petición de cualquiera de ellas, a un Tribunal compuesto de tres árbitros.

Los árbitros serán nombrados: uno, por el Director Ejecutivo del Consejo; otro, por el Ministro de Asuntos Exteriores y de Cooperación de España, y el tercero, por los otros dos árbitros. Si una de las Partes no designara a un árbitro o no se lograra acuerdo sobre la designación del tercer arbitro (en el plazo de tres meses desde la petición de arbitraje), cualquiera de las Partes podrá pedir al Presidente del Tribunal Internacional de Justicia que designe el árbitro o árbitros necesarios, según el caso.

ARTICULO 20

*Duración del Acuerdo*

El presente Acuerdo tendrá la misma duración que el Convenio Internacional del Aceite de Oliva y de las Aceitunas de Mesa, hecho en Ginebra el 29 de abril de 2005. La renegociación de dicho Convenio será motivo de consultas entre España y el Consejo, con vistas a renegociar o modificar, si ambas Partes lo estiman necesario, el presente Acuerdo.

ARTÍCULO 21

*Enmienda del Acuerdo*

1. El presente Acuerdo podrá ser enmendado total o parcialmente como consecuencia de consultas celebradas a petición de España o del Consejo. Toda enmienda habrá de decidirse de común acuerdo, y entrará en vigor en la forma prevista en el artículo 23.
2. El Consejo y el Reino de España podrán concertar los acuerdos complementarios que estimen pertinentes.

ARTICULO 22

*Denuncia*

El presente Acuerdo podrá ser denunciado por una de las Partes, y dejará con tal motivo de estar en vigor a los seis meses a partir de la fecha de la denuncia.

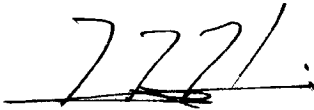
ARTICULO 23

*Entrada en vigor*

1. El presente Acuerdo se aplicará provisionalmente a partir de su firma en espera de su ratificación por parte de España y de su aprobación por el Consejo.
2. El presente Acuerdo entrará en vigor definitivamente en la fecha en que se verifique el intercambio de los instrumentos acreditativos del cumplimiento de los trámites a que se refiere el párrafo anterior.
3. Con la entrada en vigor del presente Acuerdo quedará sin efecto el Acuerdo de Sede entre el Reino de España y el Consejo Oleícola Internacional hecho en Madrid el 13 de julio de 1989.

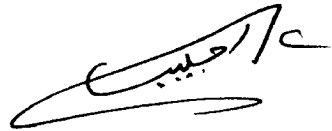
Hecho y firmado en Madrid el 20 de noviembre de 2007 en dos ejemplares, en los idiomas españoles y francés, igualmente auténticos.

Por el Reino de España,  
el Ministro de Asuntos Exteriores y  
de Cooperación



Miguel Angel Moratinos Cuyaubé

Por el Consejo Oleícola Internacional,  
el Director Ejecutivo



Habib Essid

[TRANSLATION – TRADUCTION]

HEADQUARTERS AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF SPAIN AND  
THE INTERNATIONAL OLIVE COUNCIL

Done on 20 November 2007

Contents

Article 1. Legal personality

Article 2. Headquarters of the Council

Article 3. Inviolability

Article 4. Communications

Article 5. Immunity from legal process and execution

Article 6. Tax exemptions granted to the Council

Article 7. Freedom of exchange and currency

Article 8. Use of public services

Article 9. Freedom of access and sojourn

Article 10. Status of representatives of members of the Council

Article 11. Status of the Executive Director and staff members of the Council

Article 12. Tax exemption on staff members

Article 13. Purposes of privileges and immunities

Article 14. Immunity of experts

Article 15. Cooperation in the implementation of the Agreement

Article 16. Identity cards

Article 17. Exemption of Spain from liability

Article 18. Settlement of conflicts

Article 19. Settlement of disputes

Article 20. Duration of the Agreement

Article 21. Amendment of the Agreement

Article 22. Denunciation

Article 23. Entry into force

Headquarters Agreement between the Kingdom of Spain and the International Olive Council  
The Kingdom of Spain and  
The International Olive Council,

Desiring to provide a new legal framework for the regulation of the rights, privileges and immunities of the International Olive Council and its staff, in accordance with the provisions contained in article 5 of the International Agreement on Olive Oil and Table Olives, which was done at Geneva on 29 April 2005 in the framework of the United Nations Conference to negotiate the International Agreement on Olive Oil and Table Olives, held from 25 to 29 April 2005,

Taking into account article 3 of that Agreement, which establishes that the headquarters of the International Olive Council shall be in Madrid,

Taking into account the need to update the current Headquarters Agreement between the two Parties, which was signed at Madrid on 13 July 1989,

Have decided to conclude a new Headquarters Agreement and, to that effect, have agreed as follows:

*Article 1. Legal personality*

The International Olive Council (hereinafter referred to as “the Council”) shall have legal personality. In particular, it shall have the capacity to conclude contracts, acquire and dispose of movable or immovable property and institute legal proceedings before Spanish courts.

*Article 2. Headquarters of the Council*

The Kingdom of Spain shall undertake to make available to the Council the premises necessary in order for it to carry out its functions. It also undertakes to take the measures necessary to enable the Council to use the buildings comprising its headquarters.

The Council’s headquarters are currently located at Calle Príncipe de Vergara No. 154, 28002 Madrid. The Council shall keep the Kingdom of Spain informed of the location and characteristics of the premises comprising its headquarters.

The implementation of this article shall be the subject of such supplementary agreements as the Parties deem it appropriate to conclude.

*Article 3. Inviolability*

1. The premises of the Council’s headquarters shall be inviolable, regardless of who their owner may be. No agent of the Spanish authorities shall enter the premises without the consent of the Executive Director of the Council or his or her representative.

2. The archives of the Council, its official correspondence, and, in general, all documents owned by it or in its possession and intended for its official use shall be inviolable, wherever they may be.

3. The Council's property and assets in Spain shall be immune from all forms of search, requisition, confiscation, expropriation or any other measure of executive, administrative, judicial or legislative restraint.

4. The Council shall be responsible for the security of the headquarters premises and for maintaining order within them. The Kingdom of Spain shall take all appropriate measures to ensure the security of the headquarters.

#### *Article 4. Communications*

The Council shall have the right to use codes and to send and receive correspondence by couriers or bags which shall enjoy the same privileges and immunities as diplomatic couriers and bags. In the event of grave and well-founded suspicion, the Spanish authorities may, in the presence of a representative authorized by the Executive Director of the Council, verify whether in fact such bags contain official correspondence only.

#### *Article 5. Immunity from legal process and execution*

1. The Council shall enjoy immunity from any penal, civil and administrative legal process, except insofar as the Executive Director or his or her representative shall have expressly waived such immunity, and except concerning civil actions lodged by third parties against the Council for damages and harm arising from accidents involving authorized vehicles belonging to the Council or operated by one of its staff.

2. The inclusion in a contract to which the Council is a party of a clause in which the jurisdiction of an ordinary Spanish court is recognized shall constitute a formal waiver of immunity. However, in the absence of a clause expressly providing otherwise, such waiver shall not extend to enforcement measures.

3. The institution by the Council of legal proceedings shall imply that it waives immunity from legal process in the event of a counterclaim.

#### *Article 6. Tax exemptions granted to the Council*

1. The Council shall be exempt from all national, regional and municipal taxes and charges on the premises of its headquarters for any purpose, except those constituting payment for services rendered. The tax exemption referred to above shall not apply to taxes and charges which, under Spanish legislation, are the responsibility of an individual concluding a contract with the Council.

2. The Council shall also be exempt, in respect of its official activities that constitute its purpose and specific goal, from any direct taxes on its revenue and income or on its other assets.

3. The provisions in force that are applicable to diplomatic missions shall apply to imports or exports of any goods that are imported into or exported from Spanish territory.

4. Concerning the exemption from value added tax, the provisions set forth in article 22, paragraphs 8 and 9 of Act No. 37/1992 of 28 December 1992, on the value added tax, implemented through Royal Decree No. 3485/2000 of 29 December 2000, on deductions and exemptions under the diplomatic, consular and international organization system, and the provisions amending the General Regulations on Vehicles, adopted by Royal Decree No.

2822/1998 of 23 December 1998, shall apply to the Council. Those internal provisions shall be applied with any amendments thereto.

*Article 7. Freedom of exchange and currency*

1. The Council may receive and hold funds and foreign currency of any kind and may keep its accounts in any currency; it may freely transfer the funds and foreign currency it holds in Spain to another country and vice versa.

2. The competent Spanish authorities shall provide their assistance and support to the Council in its exchange and transfer operations.

*Article 8. Use of public services*

The Kingdom of Spain shall provide to the Council treatment similar to that provided to diplomatic missions accredited in Spain for its postal, telephone, telegraph and radio communications and for the use of all other public services with regard to priority, rates, taxes and other aspects.

*Article 9. Freedom of access and sojourn*

1. The Kingdom of Spain shall take appropriate measures to facilitate the entry into, departure from and sojourn in the national territory of persons in the following categories, irrespective of their nationality:

- (a) Representatives of members of the Council;
- (b) The Executive Director and staff of the Council;
- (c) Spouses and unmarried children under 23 years of age who live with them, or who are dependent on them, and who are not engaged in any gainful activity and, on an exceptional basis, other members of the families of the persons referred to in the preceding paragraphs residing with them;
- (d) Any other persons who, by virtue of their functions, must have access to the headquarters of the Council for official reasons, provided that the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation has been duly informed.

2. Visas required by the persons referred to in this article shall be granted without charge and as promptly as possible.

3. The persons referred to in this article shall be exempt from all requirements laid down in the laws and regulations of the Spanish State concerning the registration of aliens, residence permits and working permits, provided that they engage in no other remunerated or professional activity in Spain.

*Article 10. Status of representatives of members of the Council*

Representatives of members of the Council who attend the assemblies, conferences or meetings convened by it shall enjoy, during the exercise of their functions in Spain, the following privileges and immunities:



- (a) Inviolability of person, place of residence and all articles owned by the person concerned;
- (b) Immunity from legal process in respect of their spoken or written words and other acts performed by them in the exercise of their official functions;
- (c) Customs facilities for their personal effects and exemption from inspection of their personal baggage on the same terms as are granted to diplomatic agents;
- (d) Exemption from immigration restrictions and freedom of movement on the same terms as those granted to diplomatic agents.

*Article 11. Status of the Executive Director and staff members of the Council*

1. The Executive Director of the Council shall enjoy the privileges, immunities and facilities that are granted to heads of diplomatic missions accredited in Spain.

2. The senior staff member of the Council who acts on behalf of the Executive Director by reason of his or her absence or other impediment shall enjoy the same status as the Executive Director and shall receive the same treatment as that granted to the *chargés d'affaires ad interim* of diplomatic missions accredited in Spain.

3. The Executive Director of the Council shall designate those staff members who, by virtue of their responsible positions, shall enjoy the privileges, immunities and facilities granted to diplomatic agents accredited in Spain. The number of such staff members, which shall be established at six, shall be reviewed every two years by the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation and the Council.

4. The Executive Director of the Council shall designate those staff members who, by virtue of their functions, shall enjoy those privileges and immunities granted to administrative and service staff of diplomatic missions accredited in Spain.

5. The members of the families of the persons referred to in this article, spouses and unmarried children under 23 years of age who live with them, or who are dependent on them, and who are not engaged in any gainful activity, shall enjoy the same privileges and immunities.

6. Should one of the persons referred to in this article be a Spanish national or a permanent resident of Spain, the Kingdom of Spain shall not be required to grant that person privileges and immunities more favourable than those laid down for such cases in article 38 of the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961.

7. The Council shall notify the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation of:

- (a) Appointments of staff members, their arrival in and final departure from Spain and termination of their functions in the Council;
- (b) The arrival and the final departure of all persons who are members of a staff member's family and reside with him or her and, where applicable, the fact that a person has become or ceased to be a member of that family.

*Article 12. Tax exemption on staff members*

Staff members of the Council shall enjoy the same exemptions as those applied, under the same conditions, to staff members of the European Communities.

*Article 13. Purposes of privileges and immunities*

The privileges and immunities provided for in articles 10 and 11 are granted to their beneficiaries in the interest of the Council and not for their personal benefit.

These privileges and immunities may be waived by the Council, for representatives of its members and their families and for the Executive Director of the Council and the members of his or her family, and by the Executive Director of the Council, for staff members of the Council and their families.

*Article 14. Immunity of experts*

Experts other than the persons referred to in articles 10 and 11, during the exercise of their functions with the Council or while carrying out missions or official travel on its behalf, shall enjoy, to the extent necessary for the exercise of those functions, the following privileges and immunities:

- (a) Immunity from detention and from seizure of their personal baggage, except in cases of flagrante delicto. In such cases, the Spanish authorities shall immediately inform the Executive Director of the Council of the detention or of the seizure of baggage;
- (b) Immunity from legal process in respect of acts performed by them in the exercise of their official functions, whether in spoken or written form. The persons concerned shall continue to enjoy such immunity even after they have ceased to exercise their functions.

The Executive Director of the Council may waive the immunity granted to an expert in cases where he or she deems that he or she can do so without prejudice to the interests of the Council.

*Article 15. Cooperation in the implementation of the Agreement*

The Council and the Spanish authorities shall cooperate at all times to facilitate the proper administration of justice, ensure compliance with police regulations and prevent any abuse of the immunities and facilities provided for in this Agreement.

*Article 16. Identity cards*

At the request of the Executive Director of the Council, the appropriate services of the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation shall issue identity cards to those persons referred to in article 11 of this Agreement.

*Article 17. Exemption of Spain from liability*

Spain shall incur no international liability, by reason of the Council's activities in its territory, for acts or omissions of the Council or those of its agents acting or failing to act in conformity with their functions.

*Article 18. Settlement of conflicts*

The Council, by agreement with the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation, shall take steps to ensure the satisfactory settlement of any conflicts in which a staff member of the Council enjoying immunity because of his or her official status may become involved, unless such immunity has been waived by the Executive Director of the Council under article 13.

The Council has recognized the jurisdiction of the International Labour Organization Administrative Tribunal. That Tribunal shall be the venue for disputes between the Council and its staff members.

*Article 19. Settlement of disputes*

Any dispute which it has not been possible to settle through negotiations between the Parties concerning the application or interpretation of this Agreement or of any supplementary agreement that may be stipulated shall be submitted for final settlement, at the request of either Party, to a tribunal composed of three arbitrators.

The arbitrators shall be appointed as follows: one by the Executive Director of the Council; another by the Minister for Foreign Affairs and Cooperation of Spain; and the third by the first two arbitrators. In the event that one of the Parties has not designated an arbitrator or if agreement has not been reached on the designation of the third arbitrator (within three months of the request for arbitration), either Party may request the President of the International Court of Justice to designate the required arbitrator or arbitrators, as the case may be.

*Article 20. Duration of the Agreement*

This Agreement shall have the same duration as the International Agreement on Olive Oil and Table Olives done at Geneva on 29 April 2005. The renegotiation of that Agreement shall be the subject of consultations between Spain and the Council, with a view to renegotiating or modifying this Agreement, if both Parties deem it necessary.

*Article 21. Amendment of the Agreement*

1. This Agreement may be amended in whole or in part as a result of consultations held at the request of Spain or the Council. Any amendment shall be decided by mutual agreement and shall enter into force as provided by article 23.

2. The Council and the Kingdom of Spain may conclude such supplementary agreements as they deem necessary.

*Article 22. Denunciation*

This Agreement may be denounced by either Party, and shall accordingly cease to have effect six months after the date of the denunciation.

*Article 23. Entry into force*

1. This Agreement shall be applied provisionally from the date of its signature pending its ratification by Spain and its approval by the Council.

2. This Agreement shall enter into force definitively on the date on which the instruments certifying that the procedures referred to in the preceding paragraph have been completed are exchanged.

3. With the entry into force of this Agreement, the Headquarters Agreement between the Kingdom of Spain and the International Olive Oil Council, done at Madrid on 13 July 1989, shall cease to have effect.

DONE and signed at Madrid on 20 November 2007, in duplicate in the Spanish and French languages, both being equally authentic.

For the Kingdom of Spain:

MIGUEL ÁNGEL MORATINOS CUYAUBÉ

Minister for Foreign Affairs and Cooperation

For the International Olive Council:

HABIB ESSID

Executive Director